

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
ZA La vatine
60 000 Beauvais

Beauvais, le 28/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO)

Z.I. LES BAS PRES
BP 70113
60160 MONTATAIRE

IC-R/0271/22-YY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO) implanté Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 MONTATAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée afin de récoiler l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL COATING) ;
- Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 MONTATAIRE ;
- Code AIOT dans GUN : 0005101361 ;
- Régime : Autorisation ;
- Statut Seveso : Seveso seuil bas ;
- Non IED – MTD : non.

La société AKZO NOBEL Decorative Paints France de Montataire est spécialisée dans la fabrication de peintures de grandes marques (ASTRAL, LEVIS, SIKKENS, TRIMETAL, VALENTINE, etc.). Les peintures sont destinées à l'utilisation grand public et bâtiment. Celle-ci consiste à mélanger divers composés pour fabriquer des peintures en phase aqueuse, à base de solvants et d'eau et des lasures.

Les opérations de fabrication ne produisent pas de réactions chimiques entre les matières premières.

Les produits fabriqués sur le site sont vendus soit directement par Akzo Nobel via ses différents points de vente soit aux professionnels du bâtiment, aux établissements de bricolage et aux artisans.

Les activités du site sont encadrées par plusieurs actes administratifs dont notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 visant à encadrer les activités de fabrication de peintures et de revêtement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2016 ;
- article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2016 ;
- article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
 - la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
 - si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
 - la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|------------------------------|--|--|---|
| PC 3 : Porter à connaissance | AP Complémentaire du 20/09/2018, article 1.5.2 | / | Prescriptions complémentaires |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|--|------------------------------------|
| PC1 : Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 17/10/2016, article 2 | / | Abrogation de l'APMD du 17/10/2016 |
| PC 2 : Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 17/10/2016, article 3 | / | Abrogation de l'APMD du 17/10/2016 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE s'est conformée à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2016.

Aussi, un arrêté d'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure a été proposé à Madame la préfète de l'Oise.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral complémentaire sera pris ultérieurement afin d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 qui ne sont plus adaptées aux activités du site de Montataire.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC1 : Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/10/2016, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déversement accidentel |
| Prescription contrôlée : La société Akzo Nobel Decorative Paints France est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 1992 ci-après : " Toutes dispositions seront prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux naturelles", dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| Constats : L'exploitant a installé deux doubles vannes en sorties des bassins localisés en zone 1 (nord-ouest) et en zone 2 (sud-est) et un ballon d'obturation en sortie des 2 bassins. Toutefois, les dispositions de l'arrêté du 11 mai 1992 objet de la mise en demeure ont été abrogées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018. Cette modification est examinée au point de contrôle 3 (PC 3). |
| Observations : Sans objet |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Abrogation de l'APMD du 17/10/2016 |

Nom du point de contrôle : PC 2 : Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/10/2016, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déversement accidentel |
| Prescription contrôlée : <p>La société Akzo Nobel Decorative Paints France est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 ci-après : " Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables sera susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage de ces surfaces, un réseau de collecte des eaux pluviales devra être aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable (s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.", en :</p> <ul style="list-style-type: none">- fournissant un cahier de charges concernant un (ou plusieurs) bassins(s) de confinement, dans un délai de 3 mois ;- fournissant un devis de travaux de mise en place du (des) bassin(s) de confinement, dans un délai de 9 mois ;- fournissant le bon de commande du (des) bassins (s) de confinement, dans un délai de 18 mois ;- en mettant en place un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement, dans un délai de 24 mois. |
| Constats : <p>L'exploitant a fourni le cahier des charges établi le 16 octobre 2019 concernant la réalisation des bassins de confinement.</p> <p>Ce document est repris par ailleurs dans le dossier intitulé "consultation des entreprises extérieures" (établi en mars 2020). Ce dossier précise les clauses administratives particulières relative à la mise en place des deux bassins.</p> <p>Le mémoire technique du 24 janvier 2020, version 1, fait office de devis pour un montant de 2 071 000 € HT.</p> <p>L'exploitant a fourni le bon commande adressé à la société EIFFAGE ROUTE nord-est qui date du 15 avril 2020. Le montant de la commande est 2 071 000 € HT.</p> <p>Deux bassins de confinement sont présents en zones 1 (nord-ouest) et 2 (sud-est) sur le site. Le bassin de la zone 1 a une capacité totale de 1 759 m³ dont une rétention de 979 m³ pour les eaux d'extinction. Quant au bassin de la zone 2, il a une capacité totale de 2 021 m³ dont une rétention de 1 758 m³.</p> <p>Toutefois, l'attestation fournie par l'organisme SOCOTEC en date du 1er mars 2021 précise que les deux bassins ont une capacité unitaire minimum de 1 753 m³.</p> <p>Par ailleurs, le volume d'eaux d'extinction calculé, effectué selon le guide technique D9A, est de 1757 m³. Ce calcul a été réalisé pour la surface la plus pénalisante, celui-ci correspond au bâtiment logistique implanté en zone 2. Aussi, le bassin de confinement présent dans cette zone 2 est suffisamment dimensionné pour recevoir les eaux d'extinction de cette installation.</p> <p>Cependant, les dispositions de l'arrêté du 20 juin 1997 objet de la mise en demeure ont été abrogées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018. Cette modification est examinée au point de contrôle 3 (PC 3)</p> |
| Observations : Sans objet |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Abrogation de l'APMD du 17/10/2016 |

Nom du point de contrôle : PC 3 : Porter à connaissance

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2018, article 1.5.2 |
| Thème(s) : Autre, Modification des installations |
| Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation |
| Constats : Par courrier en date du 28 avril 2022, l'exploitant a informé Madame la Préfète de l'Oise qu'il va arrêter son activité de fabrication de lasures et vernis (consommatrice de solvants). Il a annexé à sa demande un chronogramme de l'arrêt de cette activité. Le dossier de cessation d'activité partielle sera instruit ultérieurement. Le site ne serait plus classé SEVESO seuil bas par la règle de cumul (danger pour l'environnement), ni soumis aux dispositions des arrêtés ministériels des 3 octobre 2010 modifiés et 24 septembre 2020 modifiés ainsi que l'arrêté du 1er juin 2015. Toutefois, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une quantité minime de solvant sera utilisée dans la formulation des peintures à base aqueuse. De même il a précisé que des solvants seront utilisés pour nettoyer ses installations. Mais, cette consommation de solvant ne remet en cause la conclusion citée précédemment. Les dispositions des arrêté préfectoraux des 11 mai 1992 et 20 juin 1997 faisant l'objet de la mise en demeure ont été abrogées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018. Par ailleurs, certaines dispositions de cet arrêté ne sont plus adaptées au site de Montataire, à savoir : les articles 1.5.1, 3.2.2, 4.3.5, 4.3.9, 8.6, 8.7.2, 9.1, 9.2, 9.3.1 et 9.3.2, et l'annexe A-1 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2018. L'exploitant a indiqué qu'il va transmettre un dossier de porter à connaissance en vue d'actualiser certaines dispositions de cet arrêté. ce dossier sera transmis en octobre 2022. Ce dossier sera instruit en concomitance avec le dossier de cessation partielle. |
| Observations : Sans objet |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Abrogation de l'APMD du 17/10/2016 |